



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 14.8.2012  
C(2012) 5846 final

## **DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 14.8.2012**

**approuvant le programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie à  
financer au titre de l'article 19 08 01 du budget général de l'Union européenne**

## DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 14.8.2012

**approuvant le programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie à financer au titre de l'article 19 08 01 du budget général de l'Union européenne**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n°1638 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)<sup>1</sup>, et notamment son article 12,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie<sup>2</sup> pour l'Algérie et le Programme Indicatif National<sup>3</sup> pour la période 2011-2013, qui dispose en ses points 3.1 et 3.2 comme prioritaires, respectivement, développement durable et culture, et croissance économique et emploi.
- (2) Le programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie vise la priorité du développement durable.
- (3) La présente décision constitue une décision de financement au sens de l'article 75 du règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général<sup>4</sup>, (ci-après 'le Règlement Financier') et de l'article 90 du règlement (CE, Euratom) n°2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général<sup>5</sup> (ci-après 'les Modalités d'Exécution').
- (4) La contribution maximale de l'Union européenne établie par la présente décision devrait couvrir les éventuelles réclamations d'intérêts pour retard de paiement qui seraient introduites sur la base de l'article 83 du Règlement Financier et de l'article 106(5) de ses Modalités d'Exécution.
- (5) Il convient de définir les termes "modification substantielle" au sens de l'article 90, paragraphe 4, des Modalités d'Exécution, afin de s'assurer que toute modification

---

<sup>1</sup> JO L 310 du 9.11.2006, p. 1-14.

<sup>2</sup> C(2007)672 du 27.2.2007.

<sup>3</sup> C(2010)1144 du 2.3.2010.

<sup>4</sup> JO L 248 du 16.9.2002, p. 1-48.

<sup>5</sup> JO L 357 du 31.12.2002, p. 1-71.

substantielle apportée à la présente décision soit adoptée selon la même procédure que celle suivie pour adopter la décision initiale.

- (6) Les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'opinion du comité IEVP, mis en place par l'article 26 du règlement (CE) n°1638/2006.

DÉCIDE:

### *Article premier*

Le programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie, constitué par l'action « Programme d'Appui à la Politique Sectorielle de l'Environnement » et dont le texte figure à l'annexe ci-jointe, est approuvé.

### *Article 2*

La contribution maximale de l'Union européenne au programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie est fixée à 34 millions d'EUR, à financer sur la ligne 19 08 01 01 du budget général de l'Union européenne pour 2012.

Cette contribution maximale couvre aussi tout intérêt dû pour retard de paiement.

### *Article 3*

Les modifications cumulées des allocations à des actions spécifiques n'excèdent pas 20% de la contribution maximale de l'Union européenne ne sont pas considérées comme substantielles, pour autant qu'elles n'aient pas d'incidence significative sur la nature ni les objectifs du programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie. Ceci peut inclure l'augmentation de la contribution maximale de l'Union européenne jusqu'à 20%.

L'ordonnateur compétent est autorisé à modifier la présente décision pour introduire ces modifications non substantielles dans le programme d'action annuel 2012 (partie I) en faveur de l'Algérie conformément aux principes de bonne gestion financière.

Fait à Bruxelles, le 14.8.2012

*Par la Commission*  
*Maire GEOGHEGAN-QUINN*  
*Membre de la Commission*

**ANNEXE**

**Fiche action: Programme d'Appui à la Politique Sectorielle de l'Environnement  
(Programme d'action annuel 2012 - partie I)**